

III ÉCONOMIE ET COVID-19

Éviter l'hécatombe

Même s'il y a mis le temps, le gouvernement Trudeau n'a pas lésiné en dévolant ses mesures pour amortir le choc économique que la crise coronavirale ne manquera pas de causer. De son côté, François Legault, entouré du ministre des Finances, Eric Girard, et du ministre de l'Économie, Pierre Fitzgibbon, annonçait jeudi un plan vigoureux — le Programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE) — pour soutenir les entreprises aux prises avec un manque de liquidités.

ROBERT DUTRISAC



D'abord, sur le plan macroéconomique, la Banque du Canada a abaissé à deux reprises son taux directeur, pour un total de un point de pourcentage. Elle a accru les liquidités auxquelles les banques ont accès et allégé les exigences de capitalisation qui leur sont imposées. Le ministre des Finances, Bill Morneau, leur a demandé de se montrer patientes avec les entreprises et les particuliers qui n'arriveraient pas à rembourser leurs traites.

En reportant au 31 août les sommes dues à l'impôt, on permet aux contribuables, dont plusieurs petites entreprises frappées par la baisse de leurs activités, de conserver 55 milliards en liquidités. Jeudi, Québec a annoncé qu'il faisait de même, ce qui représente un

montant de 8,3 milliards.

En s'appuyant sur le Mouvement Desjardins et les banques, Investissement Québec réserve 2,5 milliards pour permettre aux entreprises de traverser cette période d'« hibernation », pour reprendre l'expression de Pierre Fitzgibbon. Le gouvernement fédéral, par l'entremise de la Banque de développement du Canada (BDC) et Exportation et développement Canada (EDC), a déjà promis d'y aller de 10 milliards à l'échelle canadienne, soit quelque 2 milliards pour le Québec, pour appuyer les PME.

Pour ce qui est du filet social, Ottawa dépensera 27 milliards, essentiellement pour accorder des prestations de maladie, sans délai de carence, aux travailleurs admissibles à l'assurance-emploi, à ceux qui n'y sont pas admissibles et aux travailleurs autonomes. Par ailleurs, le gouvernement fédéral offrira une allocation de soutien d'urgence aux travailleurs qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi et qui perdraient leur emploi ou qui verraient diminuer leur nombre d'heures travaillées.

Les mesures macroéconomiques auront un effet notable et, compte tenu de leur nature systémique, Ottawa ne pourra pas en bousiller l'exécution. Il va tout autrement de l'aide apportée aux travailleurs touchés, des mesures toujours sujettes au cafoillage administratif. Espérons que l'administration fédérale connaîtra plus de succès en distribuant des chèques d'assurance-emploi ou autres allocations qu'en gérant son système de paye Phénix.

Quoi qu'il en soit, cette distribution prendra un certain temps, puisqu'il faudra au moins deux semaines à l'Agence du revenu du Canada pour mettre sur pied son service. En outre, les prestations d'assurance-emploi, qui couvrent 55 % du salaire pour un maximum de 573 \$, ou l'allocation en cas de maladie, fixée à 900 \$ toutes les deux semaines, ce n'est pas le pactole. Le gouvernement Legault n'aura d'autre choix que de pallier les lacunes fédérales et de renforcer ce chèque filet social, surtout pour les travailleurs autonomes ou les propriétaires de très petites entreprises. On n'a qu'à penser à certains restaurateurs qui ne pourront pas se relever.

François Legault a été direct: toutes les entreprises ne pourront être sauvées. Il a d'ailleurs lancé un autre appel à la population, celui d'acheter, même en ligne, des produits à des entreprises québécoises. À ses côtés jeudi, Eric Girard, un économiste patenté, était bien incapable de prédire ce qui adviendra de l'économie du Québec en 2020: tout dépend de la durée de cette hibernation économique, durée que seuls des impératifs de santé publique dicteront.

Ensemble, les deux ordres de gouvernement injecteront, d'ici septembre, l'équivalent de 6,5 % du produit intérieur brut (PIB) québécois. C'est considérable. Mais est-ce suffisant? Probablement pas, comme le signalent les représentants du milieu des affaires.

Les fermetures temporaires — pour deux, trois ou six mois? — se multiplient, les commerces non essentiels choisissant de fermer leurs magasins, à l'instar des hôtels, des auberges, des restaurants, des salons de coiffure, etc. Nos entreprises manufacturières souffrent également: problèmes d'approvisionnement ou de marchés, ou les deux.

La situation est inédite. Certes, l'économie rebondira, mais on ne sait quand, ni quelle sera l'ampleur de la côte à remonter. Nos gouvernements devront sans doute intervenir davantage. Heureusement, ils y sont prêts. Tant à Ottawa qu'à Québec, le mot d'ordre est le même: au diable les déficits, ça prendra ce que ça prendra. Et c'est très bien ainsi.



LETTRES

Confiné à Lyon mais fier d'être Québécois!

Les appels pour un retour au pays n'y ont rien changé, en séjour de près d'un an à Lyon, nous avons décidé d'y rester plutôt que de revenir à Montréal, affrontant ainsi la chape de plomb qui nous enserre depuis maintenant trois jours et pour encore au minimum une douzaine de jours.

Sans que le mot soit prononcé par le président Macron lors de son allocation à la nation de lundi, contrairement à la situation en Italie et en Espagne, il reste que les mesures prises dans l'Hexagone sont parmi les plus sévères de l'Europe. C'est un confinement qui n'autorise que des sorties précises et essentielles, avec la fermeture de tous les commerces et autres activités culturelles à l'exception des épiceries et pharmacies.

La surprise et l'adaptation des premiers jours passés, on compose avec! La météo exquise avec le printemps précoce qui se manifeste rend l'épreuve moins lourde. Le soir, à 20 h, d'un commun élan, à leur fenêtre, les personnes applaudissent pour l'effort du personnel de santé en cette période de pandémie.

Vue de Lyon, le dynamisme leadership québécois pris pour contrôler l'épidémie nous rend très fiers, ce qui fait davantage ressortir le rôle effacé du gouvernement canadien et plus encore, pour citer un éditeur du *Devoir*, l'improvisation de l'incapable en chef des États-Unis!

Jean-Pierre Girard
Lyon, le 19 mars 2020

Nous resterons unis

À mon épouse, la D^{re} Émilie-Pier Gagné, ainsi qu'aux milliers de travailleurs du réseau de la santé du Québec qui luttent contre la COVID-19 chaque jour.

Nous resterons unis dans la résistance de notre distance, malgré les isolements physiques nécessaires, au nom des échos mondiaux entendus comme des cris dédiés à la vie.

Nous resterons unis dans la résistance de notre distance, malgré la virulence de ce qui émerge à l'épicentre de notre quotidien, au nom des visages anciens à qui la jeunesse doit l'avenir qui restera à découvrir dans le bonheur des rires aux corps.

Nous resterons unis dans la résistance de notre distance, malgré la peur qui se propage comme une ombre violente, au nom de ce que nous devons à l'irremédiable nécessité de nous aimer.

Nous resterons unis dans la ré-

sistance de notre distance, malgré la venue inconcevable du règne d'une mort invisible que refusera toujours notre fougue, au nom du courage de notre solidarité qui se dresse déjà comme un rempart dont la puissance se fonde en chacun de nous.

Nous resterons unis dans la résistance de notre distance, malgré la haine de ce qui nous échappe comme une déraison orageuse, au nom de la vaillance de l'action qui révélera le désir de vivre de l'humanité.

Nous resterons unis dans la résistance de notre distance, malgré la perte d'une insouciance aussi légère qu'un premier souffle, au nom de la beauté d'une espérance possible, dévoilée dans un vent dominant qui se lèvera du cœur.

Nous resterons unis dans la résistance de notre distance, malgré les efforts à venir qui imposeront des ambiances indescriptibles, au nom des voix qui verront à contrer le silence par la résilience des fleuves.

Nous resterons unis dans la résistance de notre distance, malgré la douleur des pertes, au nom des naissances à venir et des mots que nous ne dirons plus jamais de la même manière:

« Je me souviens. »
Jean-François Leblanc, Ph.D., écrivain, poète et professeur de français et littérature, cégep de Saint-Hyacinthe et collège Montmorency
Montréal, le 17 mars 2020

LIBRE OPINION

La COVID-19, un test pour l'avenir

Richard Legault
Consultant en communication et gestion environnementale
Michel Barry
Géographe
Québec

Et si, comme le dit l'adage « À quelque chose malheur est bon », le coronavirus nous donnait l'occasion de réfléchir à notre interdépendance mondiale étroite et à notre grande vulnérabilité, au moment où tous nos systèmes de fonctionnement se trouvent bouleversés. Avec nos modes de vie effrénés, embourbés souvent dans le trafic, poussés à produire et à consommer de façon excessive, nous profitons rarement de moments calmes pour prendre du recul et discerner ce qui importe vraiment. Soulignons heureusement qu'en cette période de crise, de nombreux concitoyens deviennent plus résilients, créatifs, solidaires, portés au partage et à l'entraide, en dépit des consignes de s'isoler chez soi.

En Chine, des scientifiques ont observé que les émissions de GES et de polluants ont décliné de 25 à 30 % durant l'arrêt temporaire de leurs activités. L'atmosphère s'est libérée des polluants causés par les combustibles fossiles brûlés pour le chauffage, la climatisation, les transports et la production industrielle. Cette nouvelle positive risque toutefois d'être atténuée par les dépenses énormes qui sont faites pour contrer la pandémie et atténuer ses impacts. Dans ce contexte, restera-t-il des fonds pour l'environnement?

Loin de nous la pensée que la pandémie est bénéfique ou anodine et qu'elle se réglera aisément en quelques semaines. Au contraire, le problème est sans précédent sur les plans socioéconomique et économique et nous saluons nos gouvernements qui imposent des mesures draconiennes de prévention pour éviter le pire. Il est tragique de constater que des milliers de personnes contaminées périssent et

qu'aucun vaccin n'est encore disponible. En outre, il est affligeant de voir que les populations mondiales les plus affectées sont encore une fois les plus démunies et les plus âgées, avec un nombre croissant de travailleurs qui sont déjà privés de revenu et de moyens de subsistance.

Agir pour le bien commun

Malgré toutes ces appréhensions d'impacts négatifs sur nos collectivités et nos entreprises, voici peut-être l'occasion — vu les strictes consignes et les précautions à prendre — de mettre « sur pause » nos vies trépidantes et de réfléchir à notre condition d'humains partageant les ressources limitées et vulnérables d'une si précieuse planète.

N'est-ce pas le temps de dresser un constat lucide de la manière dont nous maltraitons cette planète nourricière? Peut-on affliger à ce point la viabilité des écosystèmes et fermer les yeux sur le futur comme il est envisagé par nos

mégaentreprises et nos dirigeants politiques obnubilés par une croissance économique illimitée? Persister à maintenir un tel cap serait une démonstration d'incohérence et d'irresponsabilité.

Pourquoi tant insister ici sur la question écologique à l'heure même où l'humanité vit une angoisse collective très déroutante? Parce que cette épreuve peut être vue comme un exercice réel apte à mesurer notre capacité collective à affronter des défis encore bien plus graves à l'échelle mondiale. Il faut dire que bien d'autres crises affectant diverses formes de vie, dont la vie humaine, sont sur le point d'éclater.

En ce sens, il faut constater la perte énorme de la biodiversité, tant dans les milieux terrestres que dans les milieux marins, les sécheresses majeures forçant des millions d'occupants à émigrer ainsi que les interminables feux de forêt dévastateurs, qui polluent et détruisent diverses régions du globe. En émergent continuellement des crises économiques, des

récessions, des conflits armés et des famines, provoquant autant de migrations de masse. Exacerbée par ces dérèglements, tout en les amplifiant, la problématique gravissime et reconnue scientifiquement du réchauffement climatique menace maintenant et réellément la vie sur terre.

Si l'humanité est capable de se rallier pour combattre cette pandémie, cela ne montre-t-il pas qu'avec une vaste prise de conscience, doublée d'une impérieuse volonté politique, elle peut s'attaquer à des problèmes mondiaux encore plus cruciaux, comme celui des changements climatiques qui menacent la vie sur terre.

Dans la foulée de l'actuelle pandémie, souhaitons que de profondes prises de conscience individuelles, collectives et politiques voient le jour. Chacun de nous ainsi que nos dirigeants d'entreprise et nos édiles politiques doivent réfléchir et s'engager dans une décroissance planifiée pour préserver avec équité la vie de tous. Même si cela implique de modifier des modes de vie privilégiés, de vivre davantage en autarcie et de sacrifier quelque peu notre bien-être.

Ce que nous vivons présentement pourrait être juste un bref aperçu de ce que l'avenir nous réserve. Agissons sans tarder avant que le point de bascule du climat ne soit dépassé.